


Edouard Philippe : " Je suis là pour faire du Macron, pas du Juppé "

 *May the force be with you.* " C'est affublé de boutons de manchette reprenant la réplique des films *Star Wars* qu'Edouard Philippe a répondu, lundi 14 mai, aux questions du *Monde*. Un an après son entrée à Matignon, l'ex-porte-parole d'Alain Juppé dit qu'il " *assume parfaitement* " la politique menée sous la direction d'Emmanuel Macron et promet que le programme de réformes " *va être dense jusqu'au bout* ".

Le jour de la passation des pouvoirs à Matignon, le 15 mai 2017, vous disiez à Bernard Cazeneuve être de droite. Aujourd'hui, les Français perçoivent la politique de votre gouvernement comme de droite. Vous assumez ?

J'assume parfaitement toute la politique que nous menons. D'autant que cette politique est la mise en œuvre des engagements du président. Et que deux élections – la présidentielle, puis les législatives – ont conforté la volonté de transformation du pays.

Certains dans la majorité, comme François Bayrou, ont pourtant le sentiment que vous avez plus libéré que protégé...

Il est sain que des voix s'expriment au sein de la majorité pour apporter leur sensibilité. Le " libérer " est sans doute plus visible à leurs yeux que le " protéger ". C'est parce que nous inventons de nouveaux mécanismes de protection. Nous avons pris de nombreuses mesures pour remettre en marche l'ascenseur social : le dédoublement des classes de CP dans les zones défavorisées, la police de sécurité du quotidien, nos mesures en faveur de la formation ou l'apprentissage.

En fait, vous faites du Juppé sans Juppé ?

Non, je suis là pour faire du Macron, pas du Juppé. Emmanuel Macron n'est pas Alain Juppé. Ils sont différents à bien des égards, même s'ils ont tous deux porté au moment de la campagne des projets inspirés par une volonté semblable de transformer le pays, de le réparer, de l'inscrire dans une Europe à laquelle ils croient, d'ouvrir le jeu politique.

Etes-vous toujours de droite ?

Je viens de la droite. Mais un an après mon arrivée à Matignon, je ne me pose plus cette question, et les Français ne me la posent pas non plus. Je mets en œuvre les engagements

du président Une seule chose m'intéresse : que les Français perçoivent que notre politique est efficace, qu'elle permet de réparer le pays, après des années d'immobilisme.

Qu'est-ce que le macronisme ?

C'est un programme, une volonté, une façon d'appréhender la France dans un monde qui s'est transformé.

M. Macron affirme que les mesures prises en faveur des plus aisés vont relancer l'investissement, et que les ordonnances travail, qui facilitent les licenciements, vont faire baisser le chômage. Votre politique est-elle un pari ?

L'honnêteté intellectuelle invite à être prudent en matière de prédiction. Les économistes savent souvent expliquer le passé, mais ils ont rarement des certitudes sur l'avenir. Je m'appuie pour ma part sur des réalités. J'observe que l'introduction de l'impôt sur la fortune a conduit, avec d'autres facteurs, de nombreux investisseurs à quitter le pays. J'observe que notre taux de chômage est plus élevé que celui d'autres pays européens qui ont pris des décisions comparables à celles que nous sommes en train de prendre. Notre pays est aujourd'hui jugé comme ayant une économie plus attractive, c'est un fait.

Une étude de l'ONG Oxfam montre que la France est le pays où les actionnaires touchent le plus de dividendes. Dans les entreprises du CAC 40, ils perçoivent 67,5 % des bénéfices et les salariés 5 %. Cette réalité ne remet-elle pas en cause la théorie des premiers de cordée de M. Macron ?

Redistribuer des dividendes aux actionnaires n'est pas illégitime. Les actionnaires peuvent être de grandes institutions financières, des fonds de pension qui financent les retraites de gens pas nécessairement richissimes... La décision de réinvestir une part importante de ses bénéfices est une décision qui appartient à l'entreprise et à ses actionnaires. Ceci ne nous empêche pas de développer les mécanismes d'intéressement et de participation : c'est un de nos engagements qui sera rempli dans la future loi Pacte - *plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises* - . Il faut faire en sorte que la richesse créée puisse aussi aller vers les salariés. Mais je ne veux pas me substituer aux entreprises.

Etes-vous d'accord avec la théorie des premiers de cordée du chef de l'Etat ?

Il s'agit d'une image plus que d'une théorie ! Elle montre que dans un pays, il y a toujours un lien entre tout le monde. L'image de la cordée a cette vertu extraordinaire dans un monde perçu souvent comme individualiste : elle rappelle qu'on est tous attachés. La cordée est le contraire de l'individualisme.

L'étude d'Oxfam ne montre-t-elle pas que les cadeaux faits aux plus riches ne sont pas forcément réinjectés dans l'économie ?

Je ne crois pas. L'image du premier de cordée montre que quelques-uns sont au front, devant. Cela ne veut pas dire qu'ils ont plus de droits que ceux qui sont derrière, cela veut dire qu'il y a des gens qui prennent plus de risques et d'autres qui en prennent moins. Les premiers ne sont pas meilleurs que les seconds, cela veut juste dire qu'ils prennent un risque et que celui-ci doit être rémunéré. Premier de cordée, c'est aussi l'idée que lorsque le premier avance, il ne nuit pas aux autres, au contraire. Cela n'en fait pas une théorie économique, c'est une image. On peut gloser sur les images, je ne crois pas que ce soit décisif et passionnant. Il y a eu des formidables débats à Byzance sur les images. Mais pendant qu'on parlait des images, Byzance s'affaiblissait.

M. Macron a dit à plusieurs reprises que les syndicats ne représentent pas l'intérêt général. Avez-vous la même conception ?

Le rôle des syndicats est éminent et il n'a jamais été contesté. Mais dans la définition de ce qu'est l'intérêt général, le Parlement sera à mes yeux toujours plus légitime qu'une organisation syndicale. Je discute toujours avec plaisir avec les organisations syndicales parce que je suis convaincu que c'est utile, même quand on n'est pas d'accord.

Les syndicats de la SNCF disent pourtant que vous ne les entendez pas...

J'assume des désaccords. Mais il est faux de dire que nous n'entendons pas ce qui est dit. Il y a un débat parlementaire et si la loi est votée, ça devient la loi et elle s'impose à tous.

Le conflit à la SNCF s'arrêtera-t-il avec le vote de la loi ?

Je préférerais qu'il s'arrête avant. Ce conflit a des conséquences extrêmement pénibles pour un nombre considérable d'usagers et d'entreprises, y compris la SNCF ! Cette grève a un impact très dur et elle a été conçue pour ça. On peut d'ailleurs s'interroger pour savoir si dans le secteur public le bon usage de la grève est d'avoir l'impact le plus pénalisant sur les usagers. C'est une conception très particulière de ce que doit être un mouvement social.

Que pouvez-vous faire pour y mettre fin ? Jusqu'où êtes-vous prêt à aller sur la reprise de la dette de la SNCF ?

J'ai exprimé aux organisations syndicales ma fermeté sur certains sujets : l'ouverture à la concurrence, la transformation de l'entreprise et la fin du recrutement au statut. Nous ne reviendrons pas dessus. Après, nous pouvons discuter pour améliorer le texte avant son

examen au Sénat. Nous pouvons aussi discuter – pas négocier – la reprise de la dette par l'Etat, c'est-à-dire par l'ensemble des Français. Cette reprise se fera-t-elle en une seule fois en 2020 ? En deux fois en 2020 puis en 2021 ? A quelles conditions ? A quel niveau ? Tout ce que je peux dire, c'est que cette reprise de dette ne sera ni minimale ni totale, mais substantielle. J'indiquerai tous ces éléments avant le début de la discussion au Sénat.

Un mail interne à la SNCF évoque la cession d'une partie de l'entreprise. Une privatisation est-elle envisagée ou pas ?

Ma réponse est non. La loi sera sans ambiguïté.

Après la réforme des retraites en 2019, le gros du programme aura été fait. Quel est le plan pour le deuxième temps du quinquennat ?

Il n'y a pas de temps 1 et de temps 2 du quinquennat. Je ne crois pas ceux qui disent qu'on aura terminé en 2019 l'ensemble du programme, et qu'après il n'y aura plus rien à faire. Il y a immensément à faire dans le pays pour le réparer. Le programme de travail sera dense jusqu'au bout.

Quelles sont les marges de négociation avec l'opposition sur la réforme constitutionnelle ?

Il y a trois blocs. Un premier sur la modernisation du Conseil supérieur de la magistrature, les ex-présidents de la République qui ne pourront plus siéger automatiquement au Conseil constitutionnel ou encore la suppression de la Cour de justice de la République. Sur ces points, nous avons un accord. Il y a un deuxième bloc, qui comprend les engagements du président : réduction d'un tiers du nombre de parlementaires, limitation du cumul des mandats dans le temps et introduction d'une dose de proportionnelle aux élections législatives. Là-dessus, je considère que le président, dans ses consultations, a fait les gestes pour dégager un accord politique. Puis il y a un troisième paquet, sur la fabrique de la loi et le contrôle parlementaire. Sur ce dernier volet, notre objectif est d'avoir une discussion parlementaire riche sur la meilleure façon d'arriver à une forme d'efficacité réciproque.

Certains ministres sont critiqués. Y a-t-il des maillons faibles au gouvernement ?

Je suis chef d'un gouvernement avec lequel j'aime travailler. Je soutiens tous les ministres dans leur action réformatrice. Je suis frappé par leur très grande loyauté et le nombre extrêmement réduit de ce qu'on appelait auparavant des couacs.

Y a-t-il un remaniement imminent ?

Ce n'est pas à l'ordre du jour.

Vous êtes le " chef d'orchestre " d'une partition écrite par le président. Renoncez-vous à toute ambition personnelle ?

J'aspire à être un bon premier ministre. C'est déjà très ambitieux !

Aurez-vous, par exemple, vocation à conduire la majorité aux européennes ?

Le premier ministre a vocation à mettre en œuvre la politique sur laquelle s'est engagé le président. C'est mon ambition. Et c'est ce à quoi je me consacre pleinement. Quelle que soit la liste soutenue par la majorité aux européennes, je la soutiendrai avec ardeur.

Certains de vos amis vous imaginent aussi candidat à Paris en 2020...

D'autres disent Bordeaux. J'aimerais aussi qu'on parle du Havre... Je ne sais pas si ce sont de vrais amis, mais je vais prendre ça comme une gentillesse !

Comment jugez-vous les oppositions ?

Je trouve qu'elles se cherchent. Je les respecte, même si elles s'expriment parfois avec beaucoup de virulence. Quand un député intervient pour empêcher des étudiants de passer des examens, je trouve ça lamentable.

La recomposition politique impulsée par M. Macron est-elle terminée ?

Les cultures de droite et de gauche continuent d'irriguer le débat public et de marquer l'appartenance des individus. Les gens me disent : "*Je suis plutôt de droite ou plutôt de gauche, mais j'aime bien ce que vous faites.*" Je pense que l'erreur des partis, et leur échec considérable jusqu'en 2017, vient de ce qu'ils n'ont pas voulu comprendre que raisonner exclusivement en ces termes, au-delà des évolutions du monde, c'était très appauvrissant. La recomposition est encore en cours et les européennes vont continuer à la traduire.

Propos recueillis par, Nicolas Chapuis, Virginie Malingre, Cédric Pietralunga et Solenn de Royer

" Impossible de prévenir tout passage à l'acte partout et à tout moment "



Un nouvel acte terroriste a été commis à Paris samedi. L'opposition vous accuse d'immobilisme. Que leur répondez-vous ?

Je veux d'abord saluer la réactivité des forces de police, qui ont été exceptionnelles. Neuf minutes après le premier appel, le terroriste était neutralisé. Ce n'est pas le fruit du hasard, mais celui d'un travail considérable accompli continûment depuis 2015, avec plus de moyens et une meilleure organisation des services de renseignement et des forces de l'ordre. C'est beaucoup plus important à mes yeux que n'importe quel dispositif juridique qu'il faudrait rajouter. Je me méfie beaucoup de ceux qui pensent qu'un événement justifie une loi.

Vous dites que vous faites beaucoup, mais peut-on faire plus pour empêcher ces actes ?

Le sujet est assez grave pour que je prenne avec agacement toutes les paroles légères sur le sujet. Un homme est mort, plusieurs personnes ont été blessées, et la menace est permanente. Quand nous avons décidé de sortir de l'état d'urgence, nous avons fait adopter une loi qui nous dote des instruments de surveillance et d'intervention. Nous avons augmenté le budget de la défense et de l'intérieur. Nous nous sommes engagés à une augmentation considérable du nombre de professionnels qui interviennent dans ce domaine.

De nombreux projets terroristes sont déjoués par l'action des forces de l'ordre. C'est assez peu spectaculaire. Personne ne le voit, personne ne le sait et personne ne nous en fait crédit, mais c'est essentiel.

L'assaillant était " fiché S ". Il y a une incompréhension des Français face à ces attentats commis par des personnes surveillées...

Il faut expliquer aux Français ce qu'est une fiche " S " : c'est un élément de signalement. Ça ne veut pas dire qu'un acte illégal a été ou va être commis. Pour certains, un Français, par le simple fait qu'il soit " fiché S ", devrait se trouver dans une situation de privation de nationalité ou de liberté... Ce n'est pas conforme au droit français ni à notre conception de la lutte résolue contre le terrorisme. Les actes terroristes auxquels nous sommes confrontés sont des actes de personnes très isolées, avec des moyens extrêmement réduits. Chacun

sait qu'il est impossible de prévenir tout passage à l'acte partout et à tout moment. Ce qu'il faut, c'est que notre vigilance soit maximale. Elle l'est.

Emmanuel Macron est resté en retrait à Brégançon après l'attentat. Y a-t-il une banalisation face à la multiplication des actes terroristes ?

Le mot de banalisation est très malvenu. Le président de la République, le ministre de l'intérieur et moi-même nous organisons, pour être systématiquement joignables et en mesure de prendre les décisions qui s'imposent. En l'occurrence, nous nous sommes parlé de manière continue dès que nous avons été alertés samedi soir.